Arno Klarsfeld reçoit 7000 euros/mois du Conseil d'Etat. "Il y met rarement les pieds" (maj)

05/02/2014 à 14h40
Arno Klarsfeld est accusé par le mensuel Capital de février de « (mettre) rarement les pieds » au Conseil d'État (où il a été recasé par Nicolas Sarkozy fin 2010) « tout en percevant quelque 7 000 euros par mois ».
NDF – merci domi **[merci Auberon pour le scan]**
[cliquer pour agrandir]

LES PLANQUÉS DES SINÉCURES



Claudine Ledoux multiplie les missions au soleil grâce à son ami Laurent Fabius.



Arno Klarsfeld est entré au Conseil d'Etat mais n'y met presque jamais les pieds.

Claudine Ledoux
LE QUAI D'ORSAY ENTRETIENT BEAUCOUP DE PSEUDO-GLOBE-TROTTERS

La Réunion, Comores, Australie, Seychelles… Depuis quelques mois, **Claudine Ledoux** sillonne les terres ensoleillées. Ex-maire PS de Charleville-Mézières, battue aux dernières législatives, cette proche du ministre des Affaires étrangères, **Laurent Fabius,** s'est fait bombarder «ambassadrice déléguée à la coopération pour l'océan Indien» en septembre dernier. Mission ? Représenter la France dans des cérémonies protocolaires. Au Quai d'Orsay, on dénombre ainsi 26 «ambassadeurs thématiques ou itinérants», dont une moitié seulement sont des diplomates. Rémunérés jusqu'à 15 000 euros par mois, ils ne doivent leur poste qu'à la faveur du prince. En échange de l'abandon de son siège de sénateur, **Jacques Valade** avait ainsi décroché en 2008 un joli strapontin : ambassadeur itinérant pour l'Asie. Nommé la même année «ambassadeur chargé de la lutte contre la criminalité organisée», l'ex-journaliste du «Point» **Olivier Weber**, proche de Nicolas Sarkozy, a trouvé le temps d'écrire depuis six livres, tout en percevant 12 000 euros par mois de l'Etat. Quant à l'ex-sénateur UMP **Louis de Broissia**, il vient de perdre son poste d'ambassadeur à l'audiovisuel extérieur après en avoir bien profité pendant cinq ans, avec ses voyages à Tahiti, aux Antilles et en Afrique.

Arno Klarsfeld
LES NOMINATIONS «AU TOUR EXTÉRIEUR» OFFRENT DES POSTES DE TOUT CONFORT

Ceux-là n'auront jamais plus à craindre le chômage. Recasés dans un grand corps de l'Etat «au tour extérieur», c'est-à-dire par accès direct, sans concours, ces proches des gouvernants successifs bénéficient ainsi de sacrées planques. Parmi les derniers heureux bénéficiaires : **Yves Colmou**, très proche conseiller du ministre de l'Intérieur, **Manuel Valls**, et **Pierre Besnard**, ex-chef de cabinet de François Hollande à l'Elysée, devenus tous deux «préfet hors cadre» à 6 000 euros par mois. Ils seraient environ 68, ces recasés de la République avec des missions de service public plus ou moins floues, voire sans affectation. Tous ces petits vernis peuvent en outre faire valoir leurs droits à la retraite de préfet sans en avoir exercé les fonctions, soit une pension mensuelle d'environ 4 000 euros brut. Toujours par le tour extérieur, **Ségolène Royal** est, elle, parvenue à faire nommer à la Cour des comptes, en septembre dernier, son ex-directeur de campagne et directeur des services du conseil régional de Poitou-Charentes, **Jean-Luc Fulachier**. Ex-dircab de la ministre de l'Enseignement supérieur, Geneviève Fioraso, **Lionel Collet** a été promu au Conseil d'Etat en octobre dernier par le même tour de passe-passe. Il ne risque pas d'y croiser **Arno Klarsfeld**, qui a pourtant été placé là par Nicolas Sarkozy fin 2010. L'ex-avocat y met rarement les pieds, tout en percevant quelque 7 000 euros par mois. Autre proche de l'ancien président à y avoir été nommé : sa «plume», **Camille Pascal**, et son conseiller en sondages **Jean-Baptiste de Froment**. Veinarde aussi, **Isabelle Deleu**, qui n'a qu'un diplôme d'infirmière, est depuis avril 2011 «contrôleur général économique et financier de première classe» (8 000 euros par mois). Militante UMP, elle était conseillère de **Christine Lagarde**. Quant au député UMP des Yvelines **Henri Guaino**, en cas d'échec aux prochaines législatives, il retrouvera son confortable siège (11 000 euros par mois) de la Cour des comptes, où il a été nommé au tour extérieur en 2008.

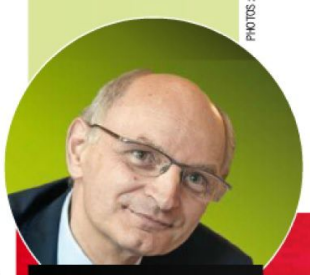
Jean-Louis Girodot
TANT DE CONSEILLERS INUTILES MAIS GRASSEMENT RÉMUNÉRÉS

Ses rapports s'entassent dans les placards et ses avis n'engagent à rien. Autant dire que le Conseil économique, social et environnemental (Cese), présidé par **Jean-Paul Delevoye,** pourrait être supprimé sans dommages pour la République. Mais il est tellement utile à la distribution de prébendes… Sur 233 conseillers (à 3 800 euros par mois), 40 «personnalités qualifiées» sont en effet nommées en Conseil des ministres. On peut ainsi y croiser (rarement) l'escrimeuse **Laura Flessel**, la navigatrice **Maud Fontenoy** ou le maire de Calvi **Ange Santini**, propriétaire du camping La Pinède. Or le Cese compte aussi 28 antennes régionales, coûtant chacune entre 500 000 euros et 2 millions par an en émoluments de leurs membres et d'un personnel administratif parfois pléthorique. Le cabinet du nouveau président du Cese Ile-de-France (128 conseillers), **Jean-Louis Girodot**, compte ainsi pas moins de 30 personnes… O.D.

LES BONS EXEMPLES À SUIVRE
ILS ONT SUPPRIMÉ QUELQUES PLACARDS DORÉS

Depuis des années, la Cour des comptes, présidée par le socialiste **Didier Migaud**, dénonce ces innombrables comités Théodule coûtant des dizaines de millions d'euros par an aux contribuables. Fin 2011, à la demande du recteur de Paris, **Patrick Gérard**, le ministre de l'Education du gouvernement Fillon **Luc Chatel** a supprimé le corps (datant de Napoléon !) des 22 inspecteurs de l'Académie de Paris, qui, malgré leurs 4 500 euros mensuels, n'inspectaient plus rien depuis longtemps. Certains parlementaires, aussi, sont engagés dans la chasse aux «machins». Ainsi la sénatrice UDI **Nathalie Goulet** dénonce régulièrement l'inutilité et le coût des ambassadeurs itinérants et des représentants des Français de l'étranger. Quant au député UMP de Haute-Savoie **Lionel Tardy**, il a dans son viseur le Haut Conseil de l'éducation (9 membres), un organe purement consultatif et inutile. N.V.

PHOTOS : SHUTTERSTOCK, ANDIA, STARFACE, REA



Didier Migaud, président de la Cour des comptes, fustige les commissions bidon.